



































































#### Célébration de la Journée Mondiale de l'EAU

### **EDITION 2019 RAPPORT FINAL**



« Ne laisser personne de côté»

**Avril 2019** 

#### Sommaire

Sigles	et abréviation	3
RAPP	ORT NARATIF	4
Introdu	uction	5
1. R	appel du contexte et de la justification	6
2. R	appel des objectifs de la Journée Mondiale de l'Eau	8
3. R	appel des résultats attendus de la Journée Mondiale de l'Eau	8
4. Le	es activités de la Journée Mondiale de l'Eau	8
5. M	éthodologie de mise en œuvre des activités	9
6. La	a mise en œuvre des activités planifiées	9
6.1.	La tenue des rencontres préparatoires de la commission d'organisation	9
6.2.	Les activités de communication de la JME	9
6.3.	La conférence de presse	10
6.4.	La Conférence débats	10
6.4.1	1. Déroulement des travaux	10
a)	Cérémonie d'ouverture	10
b)	Présentation des communications	12
> re	Réalisation de l'ODD 6 au Mali : état des lieux et perspectives et mécanisme de devabilité mutuelle (SWA).	
≽ de	Intégration de l'approche GENRE dans la GIRE, dans un contexte de réductior es inégalités dans l'accès à l'eau.	
>	L'approche d'intervention de WaterAid Mali en matière de réduction des inégal	ités.
>	Partage équitable de l'eau des grandes infrastructures hydrauliques	19
>	L'eau potable à moindre coût « SchmutzdeckEau pour produire de l'eau potabl	e»
c)	Recommandations	27
6.5.	Inauguration du 1500ème foage de World Vision à Diinidje	27
Difficu	Ités rencontrées	28
Suc	cès	28
CONC	CLUSION	28
	ODT FINANCIED	20

#### Sigles et abréviation

ABFN : Agence du Bassin du Fleuve Niger

ACF: Action Contre la Faim

AJEPA: Association des Jeunes Professionnelles de l'Eau et l'Assainissement

CAEPHA: Coalition pour l'Accès à l'Eau Potable l'Hygiène et l'Assainissement

CN-CIEPA: Coalition nationale Campagne Internationale Pour l'Eau Potable et

l'Assainissement

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

KJK: Keneya Djemu Kan

LNE: Laboratoire National des Eaux

ODD : Objectif de Développement Durable

OMVS : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal

ONU: Organisation des Nations Unies

PEPA: Programme Eau Potable et Assainissement

PCA-GIRE : Programme Conjoint d'Appui à la Gestion Intégrée des ressources en

Eau

PNE: Partenariat National de l'Eau

SOMAGEP: Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

(Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)

# **RAPPORT NARATIF**

#### Introduction

Le 22 mars de chaque année est consacré : « Journée Mondiale de l'Eau ». Cette célébration internationale est une occasion d'en apprendre plus sur les sujets liés à l'eau, d'en parler, d'agir et de changer le cours des choses.

Cette année, le thème mondial était "Ne laisser personne de côté".

C'est dans ce cadre que les acteurs de la Société Civile, les services techniques du secteur, les collectivités et les partenaires au développement ont planifié et mis en œuvre une série d'activités pour attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale pour un accès durable et équitable des communautés aux ressources en eau.

Les activités de la Journée Mondiale 2019 ont été essentiellement marquées par l'organisation à Bamako d'une conférence de presse et d'une conférence débat. Hors Bamako, il ya eu l'inauguration du 1500ème forage de World Vision à Djinidje dans la commune de Dombila cercle de Kati. D'autres activités de sensibilisation et d'informations se sont aussi déroulées dans les régions du Mali à travers WaterAid, Action Contre la Faim et l'UNICEF.

La réussite de cette journée a été rendue possible grâce à l'accompagnement technique et financier de : l'Etat (DNH), UNICEF, World Vision, WaterAid, PCA-GIRE, Wetlands International, KJK, GIZ/PEPA, SOLIDARITES INTERNATIONAL, Aide De l'Eglise Norvégienne, l'UNESCO, CAPEA, PNE-Mali, ACF, OMVS, SOMAGEP-SA, CN-CIEPA, LNE, ABFN, AAT, REHA Mali, Alliance WASH, CAEPHA, CAFO, AMASBIF, AABT et d'autres expertises.

#### 1. Rappel du contexte et de la justification

La Journée mondiale de l'eau, dont l'objectif est d'attirer l'attention sur l'importance de l'eau et de promouvoir la gestion durable des ressources en eau douce, est célébrée le 22 mars de chaque année. C'est un moyen d'attirer l'attention sur l'importance de l'eau douce et de plaider en faveur d'une gestion durable des ressources en eau douce. Chaque année, la Journée mondiale de l'eau met en lumière un aspect spécifique de l'eau. Le thème de cette année est "Ne laisser personne de côté."

Ce thème fait référence à l'objectif de développement durable 6 : l'eau pour tous d'ici 2030. Par définition, cela signifie ne laisser personne pour compte. Lorsque l'ONU a adopté le programme 2030 en 2015, tous les pays et toutes les parties prenantes ont défini un programme ambitieux visant à créer un monde exempt de pauvreté, de faim et de maladies. Un monde où toute la vie peut s'épanouir et où personne n'est laissé pour compte.

Mais aujourd'hui, des milliards de personnes vivent encore sans eau salubre. Les groupes marginalisés (femmes, enfants, réfugiés, personnes en situation de handicap et de nombreux autres etc.) sont souvent négligés et font parfois l'objet de discrimination.

#### Des faits marquants au niveau mondial

- 2,1 milliards de personnes vivent sans eau salubre à la maison.
- Une école primaire sur quatre ne dispose pas de service d'eau potable. Les élèves utilisent des sources non protégées ou assoiffées.
- Plus de 700 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour de la diarrhée liée à une eau insalubre et un assainissement médiocre.
- Dans le monde, 80% des personnes qui doivent utiliser des sources d'eau insalubres et non protégées vivent dans des zones rurales.
- Les femmes et les filles sont responsables de la collecte de l'eau dans huit ménages sur dix sans eau.
- Pour 68,5 millions de personnes qui ont été contraintes de fuir leur domicile, l'accès aux services d'eau potable est extrêmement problématique.
- Environ 159 millions de personnes collectent leur eau de boisson dans les eaux de surface, telles que les étangs et les ruisseaux.

• Environ 4 milliards de personnes, soit près des deux tiers de la population mondiale, connaissent une grave pénurie d'eau pendant au moins un mois de l'année<sup>1</sup>.

La réduction des inégalités dans l'accès à l'eau est importante car l'accès à l'eau est un droit humain. Il est essentiel au développement durable et c'est aussi le fondement de la santé publique. Donc il serait difficile d'atteindre un niveau de développement humain durable si tant de personnes vivent sans eau salubre. En 2010, l'ONU a reconnu « le droit à l'eau potable saine et propre et à l'assainissement comme un droit humain » c'est essentiel pour la jouissance de la vie et de tous les droits de l'homme. »²Le droit humain à l'eau permet à chacun, sans discrimination, d'avoir accès à une eau suffisante, saine, acceptable, physiquement accessible et abordable pour son usage personnel et domestique ; qui comprend l'eau potable, l'assainissement individuel, le lavage des vêtements, la préparation des aliments et l'hygiène personnelle et domestique³.

#### Au niveau national

Au Mali la problématique d'accès à l'eau potable se pose avec acuité malgré les efforts fournis par l'Etat. Le taux d'accès à l'eau potable est de 65,3% en milieu **rural**; **74,7**% en milieu semi-urbain et urbain et 68,0% au niveau national<sup>4</sup> (source DNH rapport d'activités 2017). Environ 30% du parc hydraulique est non fonctionnel. Pour assurer un accès équitable et un approvisionnement adéquat en eau potable des populations, l'État a fait du secteur de l'eau, l'une des priorités à travers son engagement pris pour l'accès universel à l'Eau Potable et à l'Assainissement d'ici 2030, conformément à la vision africaine de l'eau, à la déclaration d'Ethikwini en 2008, au point 6 (6.1 et 6.2.) des ODD et au Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD). A cela, il faut ajouter la Politique Nationale de l'eau, le code de l'eau et la mise en œuvre du PAGIRE qui posent les jalons d'une gestion durable et intégrée de la ressource en eau.

L'application effective de l'ensemble de ces engagements permet de réduire les inégalités dans l'accès à l'eau et d'amoindrir les nombreuses discriminations dont sont victimes certaines personnes, particulièrement celles défavorisées. A cet effet, les services d'eau doivent répondre aux besoins spécifiques des groupes marginalisés et leurs voix doivent être entendues dans les processus décisionnels. Les cadres réglementaires et juridiques doivent rendre effectif le droit à l'eau pour tous en accordant un financement suffisant en ciblant

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>WWD2019\_factsheet\_EN\_vs4\_29Jan2019.pdf

 $<sup>^2</sup>$  UN (2010): A/RES/64/292 Resolution adopted by the General Assembly on 28 July 2010: http://www.un.org/en/ga/search/view\_doc.asp?symbol=A/RES/64/292

OHCHR, UN Habitat, WHO: https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet35en.pd

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Source DNH rapport d'activités 2017

particulièrement les personnes vulnérables. C'est dans ce contexte que se tient la présente Journée Mondiale de l'Eau, objet des présents termes de référence.

#### 2. Rappel des objectifs de la Journée Mondiale de l'Eau

#### 2.1. Objectif général

Attirer l'attention des décideurs et les autres acteurs du secteur sur la nécessité de prendre des mesures concrètes visant à réduire les inégalités d'accès à l'eau.

#### 2.2. Objectifs spécifiques

- Echanger sur le niveau de mise en œuvre de l'ODD6 et identifier les obstacles qui limitent actuellement le progrès de réalisation des cibles en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ;
- Informer les acteurs sur la nouvelle approche du mécanisme de redévabilité mutuelle du SWA;
- Informer et Sensibiliser les populations à jouer davantage leur rôle de veille citoyenne en matière d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement.
- Plaider auprès des décideurs sur la nécessité de prendre des mesures concrètes visant à réduire les inégalités d'accès à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène.

#### 3. Rappel des résultats attendus de la Journée Mondiale de l'Eau

- Le niveau de mise en œuvre de l'ODD6 est connu ;
- Les obstacles qui limitent actuellement le progrès de réalisation des cibles des ODD en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont identifiés;
- Les acteurs sont largement informés sur la nouvelle approche de mécanisme de redevabilité mutuelle du SWA :
- Les populations sont davantage informées et sensibilisées sur leur rôle de veille citoyenne en matière d'accès à l'eau potable ;
- Les principaux décideurs sont informés et sensibilisés sur la nécessité de prendre des mesures concrètes visant à réduire les inégalités d'accès à l'eau et l'assainissement.

#### 4. Les activités de la Journée Mondiale de l'Eau

#### 4.1. Activités à Bamako

- Conférence de presse ;
- Message télévisé du Ministre de l'Energie et de l'Eau ;
- Exposition;
- Conférence débat.

#### 4.2. Activités hors de Bamako

- Célébration de la JME au niveau communautaire à Falo, dans le cercle de Bla (WaterAid);
- Célébration du 1500 ième forage réalisé par l'ONG World Vision au Mali dans la commune de Dombila dans village de Djinidje (World Vision);
- Forum Régional de l'Eau et de l'Assainissement des régions de Taoudéni et de Tombouctou (Action Contre la Faim);
- Cérémonie commémorative de la Journée Mondiale de l'Eau dans les régions de Kayes,
  Koulikoro, Ségou, Mopti, Sikasso, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudeni
  (UNICEF).

#### 5. Méthodologie de mise en œuvre des activités

Pour la réalisation des activités de la JME 2019, une commission nationale d'organisation a été mise en place afin de définir et d'organiser l'ensemble des activités. Ainsi, un Secrétariat permanent composé des sous commissions (thématique, finances, mobilisation sociale, communication et logistique) a été mis en place par la commission nationale d'organisation pour la gestion organisationnelle de la JME.

#### 6. La mise en œuvre des activités planifiées

#### 6.1. La tenue des rencontres préparatoires de la commission d'organisation

La présente JME a regroupé dans son processus organisationnel plus d'une trentaine d'organisations de la société civile, des services techniques de l'Etat, des collectivités et des partenaires au développement du secteur. Ces acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités de la campagne ont été désignés comme membres de la commission d'organisation.

Cette commission qui avait pour mandat de définir et d'organiser toutes les activités de la campagne se réunissait chaque semaine à la Direction Nationale de l'Hydraulique pour faire le point sur l'état d'avancement des tâches et définir les nouvelles tâches.

Ainsi, les séries de rencontres de la commission d'organisation ont permis de développer une synergie d'actions des acteurs, favorisant la réussite de toutes les activités planifiées.

#### 6.2. Les activités de communication de la JME

Pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les activités de la JME et dans le souci de 'ne laisser personne de côté', une communication massive autour des activités a été faite. Cette communication s'est articulée autour des points suivants :

 L'impression des supports de communication (banderoles, kakemono, t-shirt, badges, casquettes);

- la diffusion des bandes annonces sur l'ORTM en langues nationales et en français;
- les annonces radios sur les activités de la journée ;
- la synchronisation et la retransmission de la conférence débat sur des radios ;
- la couverture médiatique de la journée (TV, Radios, presse écrite, presse en ligne, réseaux sociaux);
- le publireportage après l'évènement.

#### 6.3. La conférence de presse

La conférence de presse, première activité de la JME s'est tenue le 20 mars 2019 à la DNH afin d'annoncer les activités phares de la célébration de la JME. Elle a regroupé plus d'une trentaine d'organes de presse et de radio. Elle était animée par représentants de les société civile et les services techniques de l'Etat.



#### 6.4. La Conférence débats

La conférence débats, avant dernière activité de la JME s'est déroulée le vendredi 22 mars 2019 au Centre International de Conférence de Bamako. Elle avait pour thème : « Ne laisser personne de côté>>.

Au total, cinq communications ont été présentées respectivement par la Direction Nationale de l'Hydraulique, Wetlands International, le PCA-GIRE, WaterAid et les étudiants de l'IPR.

#### 6.4.1. Déroulement des travaux

La conférence débat s'est déroulée conformément au calendrier prévu (voir TDR en annexe). La journée a été marquée par les activités ci-après :

#### a) Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a débuté à 09H 58 minutes par les mots de bienvenue du Représentant du Maire de la Commune III du District de Bamako.

Dans ses propos, il a remercié l'ensemble des participants et particulièrement les organisateurs pour la célébration de cette journée. Selon lui la journée mondiale de l'eau est d'une grande importance car elle permet de débattre des questions essentielles liées à l'eau

en vue de trouver des solutions adéquates. Il s'est félicité des initiatives déjà entreprises dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations en matière d'accès à l'eau potable et a évoqué à titre d'illustration, le 1500ème point d'eau réalisé par World Vision.

Cette intervention a été suivie par la prestation de Slam sur le thème de la journée « Ne laisser personne de côté ». A travers ce slam, les artistes ont évoqué la problématique de l'accès à l'eau potable, le droit d'accès à l'eau, la pollution de l'eau du fleuve, l'incitation à initier des projets dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations et à économiser l'eau.



Enfin, le discours d'ouverture a été prononcé par la Ministre de l'Elevage et de la Pêche Dr KANE Rokia MAGUIRAGA. Elle a rappelé que l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté le 22 décembre 1992 la résolution A/RES/47/193 qui consacra le 22 mars de chaque année « Journée Mondiale de l'eau ». L'eau est un

élément essentiel, elle contribue à la réduction de la pauvreté, la croissance économique et à l'amélioration du bien-être social et sans la gestion durable des ressources en eau, il n'y aura pas de développement a-t-elle déclaré. Elle a remercié les partenaires techniques et financiers et encouragé les acteurs à renforcer la synergie d'action dans le cadre de l'atteinte des objectifs communs.

Suite à l'ouverture de séance, il y a eu l'adoption de l'agenda de l'atelier et la Projection d'un film documentaire proposé par Word Vision.

Ce film retrace les ouvrages d'eau réalisés par Word vision ainsi que les actions d'hygiène et d'assainissement. Aussi il explique le lien entre les maladies hydriques et fait ressortir des témoignages sur la chaîne de l'eau et les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement. Rappelons que le premier forage de Word vision a été réalisé en 2004 dans le cercle de Bla, Région de Ségou. A travers ce film nous retiendrons aussi que Word Vision contribue à hauteur de 3 milliards de Francs CFA dans le secteur de l'eau au Mali et compte augmenter cette contribution à partir de 2021.

Ainsi, la séance a été suspendue pour la visite des stands. Après la suspension de la séance pour le retrait des officiels, la Ministre a visité les stands d'exposition de quelques acteurs du

secteur. Cette visite a permis aux acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement de donner plus de visibilité à leurs actions.



reprise, les communications suivantes ont été faites :

- b) Présentation des communications
- Réalisation de l'ODD 6 au Mali : état des lieux et perspectives et mécanisme de redevabilité mutuelle (SWA).

A travers cette présentation, le Directeur Adjoint de la DNH, Mr Djouro BOCOUM a rappelé les Objectifs du Développement Durable (ODD) en mettant le focus sur l'ODD 6 consacré à l'eau et à l'assainissement. Ensuite, il a fait le point de l'état de mise en œuvre des ODD au Mali.

#### Au niveau national:

✓ Processus Post CREDD-2016-2018 : Exercice d'«Evaluation Intégrée Rapide» des



Α

la

- ODD, faisant ressortir 86 cibles ODD intégrées dans les politiques publiques, sur 100 possibles, avec d'importantes lacunes concernant 8 ODD, dont l'ODD 6;
- ✓ En 2017 : Tenue d'ateliers national et régionaux de concertation sur les ODD, sous l'égide de l'AEDD ;

✓ Juillet 2018 : Rapport National volontaire sur la mise en œuvre des ODD au Mali, sous l'égide de l'AEDD, à l'attention du Forum Politique de Haut niveau sur le Développement Durable.

#### Au niveau sectoriel:

- ✓ Relecture des outils d'orientations politiques EA en lien avec les ODD, en cours ;
- ✓ Participation au processus de l'initiative SWA, en tant que Pays Pionnier depuis 2018 ;
- ✓ Elaboration en 2017, de rapports nationaux sur l'état de référence des indicateurs ODD-651 et ODD-652, à l'attention de l'UNESCO et CEE-ONU ;
- ✓ Renseignement de certains indicateurs ODD 6, à travers les cadres de suivi africain (AMCOW) et régional (CRRE-CEDEAO) de l'EA – exercices 2017 et 2018.

Aussi, il a évoqué les Cibles pour les ODD notamment 6,1 et 6,2.

Indicateur ODD 6.1: selon MICS-2015

CODE	INTITULE INDICATEUR	VALEUR	SOURCE	
6.1.1	Services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	8%	MICS-2015	
6.2.1	Services d'assainissement gérés en toute sécurité	33,3%	MICS-2015	
6.3.1	Eaux usées traitées sans danger	10,84%	AMCOW- 2017	
6.3.2	Qualité de l'eau ambiante	100%	AMCOW- 2017	
6.4.1	Variation en efficacité de l'utilisation des ressources en eau	2,07 UDS/m3	CCRE- 2018	
6.4.2	Niveau de stress hydrique	8,47%	CCRE- 2018	
6.5.1	Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	53,3	Rapport EtatRéf 2017	
6.5.2	Bassins transfrontaliers avec des organisations opérationnelles pour la coopération	100%	CCRE- 2018	
6.6.1	Variation de l'étendue des écosystèmes tributaires de l'eau	Insuff. data	CCRE- 2018	
6.a	Aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics	44,96%	CCRE- 2018	
6.b	Participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement	100%	CCRE- 2018	

Service d'eau potable de base (eau potable accessible en moins de 30mn) :

- ✓ Passer du taux d'accès de 61% en 2015, à 100% en 2030, au plan national.
- Service d'eau potable sécurisé (eau de robinet du ménage) :
- ✓ Passer du taux d'accès de 8% en 2015, à 50% en 2030, au plan national.
- Indicateur ODD 6.2 :
- Utilisation de toilettes améliorées non partagées selon MICS-2015 :
- ✓ Passer du taux d'accès de 33,3% en 2015, à 100% en 2030, au plan national.
- Lavage des mains (MICS, 2017 pour 2015) :
- ✓ Passer du taux d'accès de 28,7% en 2015, à 100% en 2030, au plan national.

La présentation a pris fin par le Cadre SWA & le Mécanisme de Redevabilité Mutuelle.

En effet, les engagements du Mali dans le cadre de SWA ont été pris dans le cadre de la Réunion de Haut Niveau tenue à Washington en 2014. Les engagements formulés par les partenaires Gouvernementaux n'étaient pas toujours alignés avec les plans et les objectifs nationaux et les autres partenaires SWA, comme les PTF ou les ONG, n'étaient pas tenus d'élaborer leurs propres engagements, même si certains partenaires de développement l'ont fait.

Le nouveau Mécanisme de Redevabilité Mutuelle (MRM) modifie radicalement cette approche. Il met un accent très prononcé sur l'alignement avec la planification et le suivi multipartites dirigés par les Gouvernements.

Les engagements seront dorénavant tirés des objectifs nationaux ainsi que des budgets et des étapes définis par les Gouvernements pour atteindre les cibles de l'ODD 6 en collaboration avec les partenaires SWA.

Intégration de l'approche GENRE dans la GIRE, dans un contexte de réduction des inégalités dans l'accès à l'eau.

Cette présentation a été faite par Mme KANSAYE Dicko KANSAYE



Cette communication a porté sur l'intégration de l'approche Genre dans le processus de mise en œuvre de la GIRE dans un contexte de réduction des inégalités dans l'accès à l'eau. Mme KANSAYE dans sa communication a tout d'abord tenu à remercier les organisateurs et

organisatrices de la journée Mondiale de l'Eau au Mali. Les points suivants ont fait l'objet d'échange durant sa présentation :

#### ❖ Définition du « concept genre ».

- ✓ Le GENRE décrit tous les attributs socialement assignés, les rôles et les activités liés au fait d'être un homme ou une femme, une personne bien portante ou un handicapé, un jeune, un adulte ou une personne de troisième âge dans une société donnée.
- ✓ En un mot l'équilibre entre les Hommes dans leurs relations sociales et à toutes les étapes d'une activité donnée.
- ✓ Le genre constitue un élément de réponse qui reconnaît que les personnes défavorisées ont des intérêts, besoins et aspirations différents de ceux des autres et souvent différents d'une personne à l'autre, sur la base de la catégorie sociale

Le GWP 2000 définit la Gestion Intégrée des Ressources en Eau comme (GIRE) « un processus qui favorise la gestion et le développement coordonné de l'eau, des terres et des ressources connexes, en vue de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social qui en résulte sans pour autant compromettre la pérennité d'écosystèmes vitaux ».

#### Prise en compte du genre dans la GIRE

- ➤ Les deux approches sont bien intégrées au Mali. Le GENRE est un élément très important dans la GIRE. Une place de choix est réservée aux aspects GENRE dans les projets et programmes GIRE au niveau des départements Ministériels, Directions Nationales etc.
- Aussi au niveau de nos documents de politiques et stratégies le GENRE est pris en compte.
- ➤ Le document PAGIRE adopté par le Gouvernement le 8 Avril 2008. Le résultat 6 du PAGIRE: la prise en compte du Genre et de l'équité sociale est assure.
- ➤ Le Programme Conjoint d'Appui à la GIRE dans sa cinquième composante relative aux aspects transversaux prévoit le renforcement de la prise en compte du genre et des principes de l'Approche Fondée sur les Droits Humains (redevabilité, transparence, non-discrimination, participation/inclusion) dans les stratégies et plans GIRE. 1/3 des membres du bureau des CLE restructurés sont des femmes.

#### Contraintes. Elles concernent :

- ✓ Les Pesanteurs socio-culturelles.
- ✓ La Réligion.

- ✓ Le Complexe d'infériorité.
- ✓ L'insuffisance de moyen financier.
- ✓ La corvée d'eau des femmes.
- ✓ La capacité et la volonté de payer le service de l'eau.
- ✓ L'éloignement des points d'eau.
- ✓ La fixation des heures d'ouverture et de fermeture des points d'eau sans concertation avec les groupes vulnérables.
- ✓ Les longues files d'attentes pour les femmes, les filles, garçons, etc.....;

#### Défis.

- ✓ Accélération de la mise en œuvre de l'approche GIRE/GENRE.
- ✓ Renforcement des capacités des différents acteurs et usagers en matière de GIRE.
- ✓ Intégration de l'approche GENRE dans les projets/programmes.
- ✓ Accélération du processus de mise en application des textes législatifs et règlementaires sur la mise en œuvre de la politique Genre au Mali.
- ✓ Elaboration d'un mécanisme d'identification et de prise en charge des couches très pauvres et vulnérables ne pouvant rien apporter comme contribution pour accéder à l'eau.

#### Perspectives.

Renforcement de la participation de toutes les catégories d'acteurs dans le processus de développement et de mise en œuvre de l'approche GIRE et GENRE à tous les niveaux pour ne laisser personne de côté :

- ✓ Prise en compte de l'équité et l'inclusion en matière d'accès à l'eau.
- ✓ Renforcement des capacités des acteurs et usagers des ressources en eau sur l'approche GIRE et GENRE.

Enfin, l'Etat et ses partenaires sont en train de déployer assez d'efforts pour que l'intégration du genre soit une réalité dans toute la sphère du développement pour que le pays puisse aspirer à un développement humain durable.

> L'approche d'intervention de WaterAid Mali en matière de réduction des inégalités.

A l'entame de sa présentation, Mr Moussa Alou TRAORE a rappelé que **l'équité** est un principe de **justice** (et pas de pitié!) et qu'au-delà des **besoins**, il s'agit de réaliser les droits p**artout** et pour **tous!** (Lieu et statut). Monsieur TRAORE dans son intervention a tenu à rappeler 16

l'ensemble des participants sur la problématique de l'inégalité dans le secteur WASH au niveau de certaines structures avant de venir avec les preuves concrètes de réduction d'inégalité prônées par sa structure à savoir WaterAid Mali.

Des **barrières** spécifiques sont aussi à identifier (pouvoir d'achat, genre (sexe, handicap) et géographie).

#### Quelques manifestations.

- Le privilège urbain : la couverture (zone rurale isolées et inaccessibles), l'encadrement, le financement, l'environnement politique et institutionnel.
- Une tarification des services non équitable : la non-application des principes préleveur –payeur, pollueur / payeur.
- Des **préjudices** et **discriminations sexospécifiques** (ex : le non-respect du ratio garçon et fille par cabine de latrine, gestion de l'hygiène menstruelle).
- Une faible accessibilité physique pour des personnes en situation de handicap aux options technologiques.









Centre de détention des femmes à Bolé

Réponse de WaterAid. La réponse de WaterAid fait intervenir les aspects suivants :

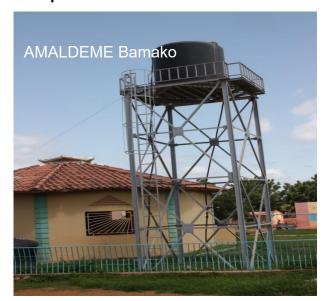
- L'Approche Basée sur les Droits Humains (ABDH): pour une offre améliorée et une demande structurée.
- La concrétisation des droits : promouvoir, protéger, et garantir.
- L'analyse approfondie des personnes qui n'ont pas accès et pourquoi ce non-accès ?
- L'amplification de la voix des usagers (espaces de redevabilité).
- Des services appropriés, intégrés et informés.
  - Modèles technologiques appropriés : audit d'accessibilité (rampe d'accès, séparation géographique, latrines pour les malades, etc.);
  - Une meilleure **intégration et dialogue intersectoriel** sur le rôle central de l'eau (éducation et santé) ;
  - Une **offre diversifiée** (branchements sociaux, tarification pro-pauvre, sanimarket, services dans les quartiers non lotis, accès au capital et WASH);
  - Recherche-action et évaluation formative.

WaterAid travaille aussi avec les autres acteurs dans le cadre du partenariat pour l'égalité.

- Partenaires du secteur : Développer des compétences et influencer les attitudes.
- Les Institutions : Renforcer les capacités et améliorer la redevabilité.

Les personnes exclues : Les aider à revendiquer les droits.

#### Quelques réalisations de WaterAid.





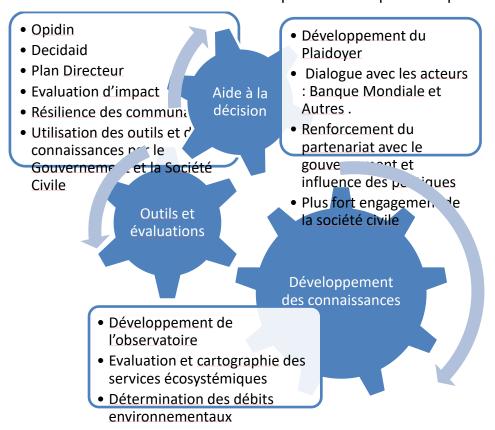


Partage équitable de l'eau des grandes infrastructures hydrauliques.

Mamadou Lamine Diawara a tout d'abord rappeler la Vision et mission de Wetlands International.

*Vision:* Un monde où les zones humides sont chéries et nourries pour leur beauté, pour le soutien qu'elles apportent à la vie et pour les ressources qu'elles nous procurent.

*Mission:* Soutenir et restaurer les zones humides, leurs ressources et leur biodiversité Le cadre d'Intervention de BAM-GIRE prend en compte les aspects suivants :



Par rapport au contexte, Mr DIAWARA a souligné la demande croissante pour l'alimentation, l'eau et l'énergie a conduit le Mali et la Guinée à développer des planifications ambitieuses en hydroélectricité et en irrigation incluant la construction d'un nouveau barrage et l'aménagement extensif de programmes hydro-agricoles.

Ц	Adequation entre les besoins d'extension des superficies irriguées et la
	disponibilité des ressources en eau ?
	Equilibre entre amont et aval ?
	Prise en compte de la valeur économique des services des écosystèmes du Delta
	ntérieur du Niger ?

En termes de méthodologie, le Modèle SWIM a permis de stimuler les impacts actuels et futurs de la gestion de l'eau et l'utilisation des terres dans le sous bassin du Niger Supérieur.

Dans le cas de cette évaluation le module Réservoir a été intégré au modèle SWIM pour prendre en compte la gestion de l'eau des réservoirs existants et planifiés mais aussi simuler l'impact de scénarios d'irrigation complexes.

Définition des scenarios de gestion de l'eau et l'utilisation des terres.

- ☐ Scénario pour les réservoirs.
- Les caractéristiques du barrage de Selingué ;

 Le Barrage de FOMI (Moussako) sur la base des études Tractebel (2017); AECOM (2017).

#### ☐ Scénario pour les superficies irriguées.

Des scénarios d'irrigation à l'horizon 2025, 2035 et 2045 ont été établis pour tous les projets d'irrigation. Schémas des rapports de BRL et Betico (2016); BRL (2007a).

Concernant les résultats, l'évaluation a permis de faire une analyse de l'écart entre les estimations de la demande en eau pour l'irrigation et sa disponibilité d'approvisionnement pour les horizons de planification 2025, 2035 et 2045, sous une série de conditions hydroclimatiques sèches et humides :

hc	orizons de planification 2025, 2035 et 2045, sous une série de conditions hydro-
nati	iques sèches et humides :
	En assumant des conditions hydro-climatiques comparables à la période 1961–2000, le fleuve Niger fournit naturellement suffisamment d'eau pour approvisionner théoriquement les demandes en saison humide pour le scénario d'irrigation ayant 2045 pour horizon de planification (460,000 ha).
	La situation en saison sèche est complètement différente, où les déficits en eau d'irrigation s'élèvent à 18%, 32% et 42% respectivement pour les horizons de planification 2025, 2035 et 2045 en considérant seulement comme opérationnel le barrage de Sélingué.
	Donc il convient de mettre à disposition un plus haut débit au cours de la saison sèche pour accompagner la contre-saison en réalisant un nouveau barrage sur les cours supérieurs du Niger (Fomi).
	La variante petite du Barrage Fomi (Moussako) ne comblerait pas les déficits en eau en saison sèche.
	Le barrage de Moussako dans sa variante moyenne supporterait substantiellement la saison culturale sèche pour les horizons de planification 2025 et 2035. Cependant, pour l'horizon 2045, les déficits moyens en eau d'irrigation s'élèveraient à 26-29%.
	Un barrage de Moussako dans sa variante large permettrait de répondre aux besoins de planification 2025 et 2035. Mais, pour l'horizon 2045, les déficits en eau d'irrigation en saison sèche devraient dépendre fortement de la règle d'exploitation mise en application, avec un déficit de 16 % en cas d'exploitation de type HPP et de 26% sous exploitation de type ENV.
	Dour la Dalta Intériour du Nigar (IND) en agisen gèche les débits ne coront pag

☐ Pour le Delta Intérieur du Niger (IND), en saison sèche, les débits ne seront pas affectés, mais l'impact en saison humide est considéré comme très fort particulièrement pour les débits de pointe propagateurs de la crue.

Pour le scénario ayant pour horizon l'année 2045, le débit de pointe devrait diminuer de plus de 40% lorsqu'il est combiné avec la variante large du barrage de Moussako, ceci conduisant à une réduction moyenne de 24% de la surface inondée.

Cette altération de la dynamique de crue va sévèrement mettre en péril l'intégrité de l'écosystème du DIN et, par conséquent, compromettre son potentiel d'approvisionnement en poisson, fourrage et riz réduisant ainsi les options de moyens d'existence pour des millions de personnes dépendant des ressources naturelles du DIN.

Les conclusions et recommandations portent sur :

- La prise en compte des outils d'aide à la décision est impérative dans la planification et la gestion des grandes infrastructures hydrauliques dans une perspective de partage équitable des ressources en eau.
- La capitalisation des connaissances techniques et scientifiques et leur partage avec d'autres intervenants dans le secteur eau doit être encouragé par le gouvernement afin de tester d'autres hypothèses innovantes pour le bien-être de la ressource eau.
- Les planificateurs des grandes infrastructures hydrauliques doivent mobiliser l'ensemble des acteurs dans le processus de planification et de gestion.
- Il est nécessaire de promouvoir des grandes infrastructures plus porteuses de bénéfices que de dommages.

#### L'eau potable à moindre coût « SchmutzdeckEau pour produire de l'eau potable »

Cette dernière présentation a été faite par Mr Mahama TERETA. En introduction, il a informé que selon le rapport d'activités 2017 de la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH), le taux d'accès à l'eau potable au Mali est de: « 65,3% en milieu rural, 74,7% en milieu semi-urbain et urbain et 68,0% au niveau national ».

Conséquemment, on observe toujours une forte prévalence des maladies liées à l'eau impropre comme les maladies diarrhéiques (ex : choléra) et autres formes.

Cette situation pose un problème de santé publique majeure avec des taux de mortalité et de morbidité infantile considérable.

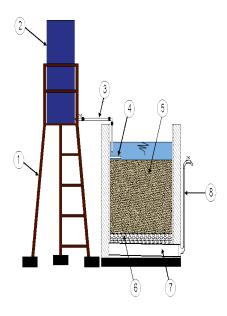
#### C'est quoi un Schmutzdeckeau?

Le SchmutzdeckEau (de l'Allemand schmutzdecke = sale couverture et du français Eau) est un ouvrage basé sur le procédé de filtration lente sur sable (FLS) pour produire de l'eau potable principalement en milieu rural en Afrique. Pendant la filtration, les matières en suspension dans l'eau brute s'accumulent sur le lit de sable pour former une couche biologique. Cette dernière est appelée schmutzdecke reconnue pour être essentielle dans l'enlèvement des différents contaminants contenus dans l'eau.

Présentation du système.

#### Le Schmutzdeck Eau comprend 4 parties :

- 1) Support métallique 1 qui porte le réservoir d'eau brute.
- 2) Réservoir d'eau brute 2 est de 200 litres et en plastique.
- La conduite d'alimentation en eau brute 3 du bassin muni d'une vanne de contrôle du débi.t
- 4) L'eau brute débouche sur le dispositif de bris d'énergie 4.
- 5) Le lit de sable **5** reçoit l'eau contaminée permettant de retenir les impuretés qui vont former la couche biologique (schmutzdecke).
- 6) Le lit de sable repose sur la couche de gravier 6 où est collectée l'eau filtrée par le sable.
- 7) Le tuyau PVC crépine de forage **7** est encastré au fond du bassin.
- 8) La conduite de contrôle de débit de sortie de l'eau filtrée **8** est emboitée au tuyau PVC crépine et débouche hors du bassin.



#### LA SOURCE D'ALIMENTATION EN EAU BRUTE



#### Le bassin de filtration.

Le bassin a une forme rectangulaire avec les dimensions suivantes :

ightharpoonup Une longueur: L = 1,5

❖ La largeur: I = 1,20 m

❖ La hauteur totale: H = 1,62 m



#### Caractéristiques du lit de sable filtrant

Le sable fut choisi avec les granulométries suivantes :

- ❖ Sable 0,4 mm d'épaisseur 46 cm
- ❖ Sable 0,6 mm d'épaisseur 10 cm
- ❖ Sable 0,7 mm d'épaisseur 28 cm

Une couche de gravier de 20 cm a été prévue afin que les grains de sable ne puissent pas drainer dans le collecteur au fond du bassin.



Capacite de filtration



- La filtration de l'eau brute se faisait chaque jour d'une durée de 6 heures/jour.
- Production de 200 litres d'eau potable en 6 heures.



#### Coût et Délai d'exécution

- Cout du prototype réalisé : un peu moins de 350 000 FCFA.
- ❖ Délai d'exécution : en 20 jours maximum pour produire de l'eau potable.





Suite à ces explications, le présentateur a conclu que le système est très efficace pour le traitement de l'eau potable et sa réalisation se fait essentiellement avec des matériaux locaux

disponibles à peu près partout au Mali. Aussi, l'utilisation des produits chimiques n'est pas si nécessaire, son entretien ne demande pas de main d'œuvre hautement qualifiée Le Schmutzdeck Eau peut contribuer à l'atteinte de l'ODD 6.1\_(accès universel à l'eau potable pour tous d'ici 2030.

#### Débats

Les débats ayant suivi les exposés ont été très riches, les principales questions abordées ont concerné des aspects ci-après :

- Quels sont les mécanismes par lesquels la DNH va mettre en œuvre la philosophie « ne laisser personne de côté » ?
- Comment mieux valoriser les eaux de pluies ?
- Quels sont les résultats concrets obtenus dans le cadre de l'atteinte des ODD au Mali ?
- Quel est le bilan de la prise en compte du genre dans la GIRE ?
- La religion peut-elle être considérée comme une contrainte à la prise en compte du genre dans la GIRE ? N'est-il pas question de pratique surtout ?
- Les questions de durabilité, de services et autres aspects sont-elles traitées par
  WaterAid au-delà de l'approche relative à la réduction des inégalités d'accès à l'EHA?
- Le Schmutzdeck Eau necéssite t-il un traitement ? si oui pour quelle durée ?
- Quel est le coût réel de Schmutzdeck Eau ? quelle est sa durée de vie ?
- Pourquoi le dispositif Schmutzdeck Eau n,'est pas fermé?

Les questions posées ont permis aux présentateurs de donner des explications précises.

Il a été expliqué que le Mali est considéré comme pays pionnier dans le cadre **du SWA et le Mécanisme de Redevabilité Mutuelle.** La mise en œuvre de la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable contribuera à l'atteinte des ODD et 72 centres vont intégrer le périmètre de la société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP).

En effet, ce n'est pas la religion en tant que telle qui constitue une contrainte à la prise en compte du genre dans la GIRE mais surtout la pratique faite par les individus.

Par rapport aux inégalités, l'approche présentée par WaterAid est juste une partie de l'approche globale. Les questions de durabilité, de services eau potable, hygiène et assainissement, d'intégration de l'eau et l'assainissement dans les autres politiques de développement etc font partie de l'approche d'intervention globale de WaterAid.

Depuis plus de 20 ans, WaterAid traite les questions d'inégalités. Elle concerne l'identification des personnes vulnérables, exclues etc... et la mise en œuvre des solutions adéquates. Un travail remarquable est fait à ce niveau avec les associations de femmes, de jeunes, de personnes handicapées afin de prendre en compte les préoccupations de l'ensemble des groupes vulnérables dans les actions initiées.

Pour ce qui concerne le Schmutzdeck Eau, il existe un système de traitement biologique sans produits chimiques. Mais il est essentiel aussi de prévenir la recontamination de l'eau en utilisant du chlore résiduel. Sa durée est illimitée et il coûte 344.000 F CFA sur la base d'un ménage de 10 personnes.

Ces explications ont permis au président de séance de faire quelques commentaires.

Selon lui, le fait que le Mali soit considéré comme pays pionnier dans le cadre du SWA et le Mécanisme de Redevabilité Mutuelle est à relativiser car moins de 5% du budget national est consacré à l'eau et l'assainissement. Face à cette situation, il est essentiel d'œuvrer pour l'augmentation du financement du secteur Eau et assainissement, de voir ce que nous pouvons faire ensemble pour réduire les inégalités d'accès aux services AEPHA et de prendre en compte les barrières spécifiques. L'apport des instituts de recherche, du secteur privé, de la société civile etc... est primordial pour ce faire.

#### c) Recommandations

A l'issue des échanges, les recommandations suivantes ont été formulées par les participants .

- 1. Inscrire l'eau et l'assainissement dans le nouveau CREDD comme axe prioritaire.
- Mener des actions concrètes en faveur des couches vulnérables (femmes, personnes handicapées, jeunes etc ...) dans le cadre de l'atteinte des ODD.
- 3. Mener des réflexions pour la diversification des ouvrages hydrauliques pour réduire les inégalités et résoudre le problème d'eau de façon générale.
- 4. Institutionnaliser la semaine nationale de l'eau comme c'est le cas pour la quinzaine de l'environnement.
- 5. Vulgariser la notion de startup de l'eau.
- 6. Diligenter l'élaboration et l'adoption des normes nationales en termes de qualité des eaux naturelles (eaux de surface, eaux souterraines, eaux pour les usages, irrigation, élévage...).

#### 6.5. Inauguration du 1500ème foage de World Vision à Diinidje

Placée sous la haute présidence du Ministre de l'Energie et de l'Eau M. Sambou WAGUE, cette activité a été la dernière de la JME 2019. Elle a été marquée par des allocutions du Maire



de la commune, du représentant du chef de village, de la Directrice de World Vision. Les mots d'ouverture ont été prononcés par le Ministre qui a mis l'accent sur la problématique d'accès à l'eau au Mali, les efforts fournis par l'Etat, l'appui des partenair es plus précisément de World Vision. Il a fini son discours en remerciant les participants

et en réaffirmé le soutien de l'état à appuyer les actions entreprises dans l'accès à l'eau

potable.

L'intervention du Ministre a été par un sketch des élèves sur l'accès à l'eau dans leur village et la réalisation du forage. La cérémonie a été clôturée par l'inauguration du 1500ème forage.



#### Difficultés rencontrées

- Retard dans l'envoie des invitations
- Retard dans le paiement des factures de certains fournisseurs
- Mobilisations des ressources (à ce jour la SOMAGEP, ACF n'ont pas honoré leurs engagements) et KJK a partiellement honoré ses engagements.

#### Succès

- Synergie d'action (journée organisée par l'ensemble des acteurs)
- Forte mobilisation.

#### **CONCLUSION**

La célébration de la journée mondiale de l'eau à travers la réalisation des différentes activités s'est déroulée avec satisfaction avec la participation effective des acteurs du secteur eau et assainissement concernés.

Un indicateur de réussite de cette journée est la forte implication de la plupart des acteurs du secteur Eau depuis le processus organisationnel jusqu'à la mise en œuvre des activités et les différents niveaux de mobilisations.

Il faut noter que la réalisation des différentes activités planifiées a pu être possible grâce à l'implication des services techniques de l'Etat, des partenaires au développement, de la société civile du secteur ainsi que d'autres expertises.

La problématique de l'accès à l'eau a été largement débattue lors de la conférence débats et les différentes communications faites ont suscité un intérêt particulier pour les participants.

## **RAPPORT FINANCIER**

#### RAPPORT FINANCIER DES ACTIVITES DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'EAU 2019

DESIGNATION			DEPI	ENSES PAR	DONATEUR	s							DEPENSE TOTAL
	KJK	UNICEF	PCA-GIRE	WATERAI D		WORLD VISION	OMVS	WIM	ABFN	UNESC O	SI	AEN	
I - SUPPORTS DE COMMUNICATIO N													
Banderoles moyennes en bâche (5 m²)	550 000												550 000
Kakemono moyens	375 000												375 000
T-shirts		1 000 000											1 000 000
Casquettes		800 000											800 000
Badges (CNO /Presse)			100 000										100 000
Carte d'Invitation avec programme (lancement et clôture)	300 000												300 000
Dossiers de presse									30 000				30 000
Carburant frais coursiers et reprographie des documents				205 000									205 000
II – COUVERTURE MEDIATIQUE				230 000									230 000
TV													

	1											1
350 000												350 000
				400 000								400 000
				400 000								400 000
					150 000							150 000
				75 000								75 000
						125 000						125 000
					350 000							350 000
										500 000	1 450 000	1 950 000
			WATERAI		WORLD				UNESC			
KJK	UNICEF	PCA-GIRE	D	PEPA/GIZ	VISION	OMVS	WIM	ABFN	0	SI	AEN	
			50 000			50 000						100 000
			50,000									50 000
			375 000									375 000
							75 000					75 000
	350 000			WATERAI	A00 000	400 000	400 000	A00 000	A00 000	400 000	A00 000	400 000

					1							1
Eau minérale				25 000								25 000
Déplacement												
équipe ORTM				25 000								25 000
IV - ANNONCES												
Draduation at												
Production et diffusion bande												
annonce de la												
journée sur	400.000											100.000
I'ORTM Diffusion bande	400 000											400 000
annonce de la												
journée en												
bamanakan								400 000				400 000
Diffusion sur les												
radios									150 000			150 000
Presse en ligne									100 000			100 000
(03)				45 000								45 000
V – CONFERENCE												
DEBAT												
Location salle											550 000	550 000
Location esplanade												
(exposition)			350 000									350 000
(Compressions)			00000									
Pause déjeuner			3 600 000									3 600 000
i ause dejeuner			3 000 000									3 000 000
Pauses café			1 350 000									1 350 000
Location Stand		2 250 000										2 250 000
Lucation Stantu		2 230 000		<u> </u>	1	1	l	l			1	2 230 000

Maitre de cérémonie						100 000							100 000
Prestation slameurs				WATERAI		300 000 <b>WORLD</b>				UNESC			300 000
	KJK	UNICEF	PCA-GIRE	D	PEPA/GIZ	VISION	OMVS	WIM	ABFN	ONESC	SI	AEN	
Participation des étudiants à la conférence débat (l'ENI, USTTB, USJPB)								200 000					200 000
Participation des étudiants de l'IPR										550 000			550 000
Participation des représentants de la FEMAH				100 000									100 000
Participation des coordinateurs des quartiers			50 000										50 000
Participation des membres de la CNU								50 000					50 000
Hôtesses			300 000										300 000
Modérateur			100 000										100 000
Président de Séance						50 000							50 000
Rapporteur			150 000										150 000
Sécurité			150 000										150 000
Eau minérale				125 000			25 000		20 000				170 000
VI- SECRETARIAT / ORGANISATION													

Frais de communication				50 000		50 000							100 000
Participation aux réunions préparatoires				300 000									300 000
Frais de carburant pour les membres du comité d'organisation						500 000							500 000
Frais de rapportage général de la JME				150 000									150 000
TOTAL	1 975 000	4 050 000	6 150 000	1 500 000	475 000	1 500 000	200 000	725 000	200 000	550 000	500 000	2 000 000	19 825 000